

18 FR.
PAR AN.

LE RÉPUBLICAIN

5 CENT.
LE NUMÉRO.

JOURNAL DE LYON.

ABONNEMENTS.

	Lyon.	Rhône.	Dép ^{ts} .
Un an	18 »	24 »	30 »
Six mois	9 »	12 »	15 »
Trois mois	4 50	6 »	7 50

ON S'ABONNE

A LYON, rue Centrale, 3.
A PARIS, chez LEJOLIVET et Comp., rue Notre-Dame-des-Victoires;
BOREUX, rue Centrale, 3.

RÉDACTION.

Les communications concernant la rédaction doivent être adressées au citoyen GRINAND.
Toutes lettres et paquets non affranchis sont expressément refusés.

ADMINISTRATION.

Tout ce qui concerne l'administration doit être adressé au citoyen BUREL, gérant.
(Affranchir.)

ANNONCES.

Le Prix des Annonces est de 25 cent. la ligne.
Le Prix des Réclames est de 50 cent. la ligne.
Les annonces concernant les associations ouvrières, seront insérées gratis.

Lyon, 20 avril.

Le Comité occulte des royalistes à Lyon (1).

Le malheur du Peuple est de ne pas voir assez clair. — Enveloppé par un réseau d'intrigues, la vérité ne lui apparaît qu'à travers le rideau que les jongleurs politiques ont constamment tendu devant lui.

Depuis longtemps il existe à Lyon un comité dirigeant la politique. Composé de gens de bourse et de sacristie, quelquefois divisés dans leurs vues, mais toujours unis contre la liberté et l'affranchissement du Peuple. Spéculateurs hardis, souvent impudents, toute leur jouissance consiste à amasser de l'argent. Peu envious des places officielles, ils se contentent de les faire occuper par leurs créatures, de diriger les fonctionnaires qui se sont succédé parmi nous et de faire changer ceux qui ne se montrent pas assez dociles. Depuis cinquante ans, tous les préfets ont été plus ou moins dépendants de cette franc-maçonnerie réactionnaire.

Formée en 1796 par réunion accidentelle tenue par des honnêtes modérés, à propos des assommes des patriotes, les bases de l'association furent arrêtées l'année suivante dans une réunion tenue à St-Just. Dans les années qui suivirent, bon nombre de personnes trop probes furent écartées et bon nombre de Jésuites furent admis.

La Société se traîna ainsi tant bien que mal jusqu'à la fin de 1813, assistant aux dîners du maire, aux soirées préfectorales; son unique mission se bornant à jeter de la boue sur les hommes de la révolution, à gagner de l'argent et restaurer les églises, afin d'occuper le Peuple.

Mais à cette époque, elle tourna complètement le dos aux intérêts de la patrie. Elle ne pouvait, du reste, pardonner au premier consul d'avoir dit, lors de son passage dans notre ville, que c'était une Société de pourris. Mise, au mois de décembre 1813, en correspondance avec l'étranger, elle lui communiqua tous les renseignements qui pouvaient faciliter la conquête, et après 1815, ce fut encore elle qui poussa la jeunesse dorée à toutes les excentricités monarchiques dont notre ville garde un si brûlant souvenir.

Sous la Restauration, la camarilla comptait à peu près moitié jésuites, moitié financiers. La confession était un de ses plus puissants moyens d'espionnage. Elle avait pour correspondant, à Paris, un noble personnage dont l'influence était grande auprès de la royauté d'alors.

Mais à la révolution de juillet, ce comité faillit se dissoudre. Les membres appartenant à la faction du coffre-fort avaient compris qu'avec Louis-Philippe, le règne de l'usure

(1) La plupart de ces renseignements ont été pris à des sources certaines, que le hasard des révolutions met quelquefois entre les mains des honnêtes gens.

et de la haute spéculation était arrivé, et que désormais le capital allait régner sans contestation et disposer des destinées de la France. Tandis que ceux des membres qui appartenaient au parti jésuite et légitimiste pur se tinrent à l'écart et semblèrent boudier.

Mais les événements de novembre 1831, qui mirent le Peuple en scène et proclamèrent le droit de vivre en travaillant, leur firent sentir le besoin de s'unir contre les légitimes prétentions des travailleurs. Et dans une réunion tenue le 25 novembre 1831, on arrêta les calomnies qu'il fallait répandre dans les campagnes pour les amener contre les ouvriers. On dit que le mouvement était légitimiste et fait par des pillards.

Beaucoup vinrent, ne trouvèrent rien, mais ne furent pas désabusés.

Le rapprochement entre les deux fractions eut pour résultat le renvoi du préfet Dumolard, qui fut sacrifié aux rancunes des deux partis royalistes. Peu de personnes alors ont connu le secret de cette destitution, qui produisit une certaine sensation dans notre ville.

Après la reddition de la ville et le triomphe brutal de la bourgeoisie, les idées républicaines firent de rapides progrès à Lyon. Il fallait s'y opposer à tout prix. — L'association occulte délibéra, et le résultat de ses conférences fut qu'un membre du comité partirait pour Paris, afin de démontrer au roi le danger qu'il y avait à laisser ainsi grandir une opinion qui menaçait la société, et qu'il convenait d'en finir d'une manière éclatante; que le plus sage était d'amener des troupes autour de Lyon et de provoquer une bataille, afin de compromettre en masse ce parti. Tout le monde fut d'accord aux Tuileries, et, au retour de l'envoyé, des agents furent glissés dans les sections afin de stimuler l'impatience.

Tout fut préparé, et, le 9 avril 1834, le premier coup de feu fut tiré sur la troupe par un agent de la police secrète qui avait reçu des ordres en conséquence.

Après la victoire des royalistes, cette association, qui était parvenue à mettre la petite bourgeoisie de son côté, en flattant ses intérêts et excitant ses terreurs, ne mit plus de bornes à ses exigences. Dans une de ses correspondances avec le château, elle demanda au roi huit têtes, « sacrifice nécessaire, disait-elle, au rétablissement de la confiance et de l'ordre.

La conscience publique ne permit pas de se rendre aux vœux de ces honnêtes modérés. Néanmoins, comme leurs prévisions avaient été justifiées, et que le succès avait couronné leurs intrigues liberticides, rien désormais ne leur fut refusé. Un de ses correspondants restait à Paris, et avait son entrée, jour et nuit, au château, soit pour communiquer avec le roi, soit pour envoyer à ses correspondants de Lyon

les nouvelles nécessaires à ces coups de bourse, dont le scandale a tant affligé les honnêtes gens.

C'est surtout à l'occasion de la fièvre sur les actions des chemins de fer que, perdant toute honte, certains hommes nous ont montré jusqu'où pouvait aller la dégradation de l'espèce humaine dans une société corrompue.

(La suite à demain.)

Nouvelle manœuvre des royalistes.

Le *Courrier de Lyon* est le plus ingénieux des journaux; il en revendrait à tous ses confrères. La réaction était à bout de moyens; les *partageux*, les *pillards* étaient usés, les cultivateurs commençant eux-mêmes à en rire comme d'une mauvaise plaisanterie; mais les élections approchaient, il fallait cependant trouver quelque chose de nouveau. Or, voici l'heureuse idée qui est venue au *Courrier de Lyon*:

Les cadavres de 93 ont été exploités déjà bien des fois, mais en les retournant encore, on pourrait en tirer quelque profit pour le besoin de la circonstance. Aussitôt il déterre un bouquin ignoré que l'on appelle *Dictionnaire des condamnés à mort pendant la Révolution*, livre mensonger fabriqué par l'apostat Prudhomme, et qui enfile de plus des trois quarts le nombre des victimes de la Révolution. Le *Courrier* recueille les chiffres avec affectation, et fait perfidement remarquer que, parmi le nombre des victimes, il n'y avait pas que des ex-nobles et des prêtres.

Nous pourrions répondre au journal royaliste, en lui citant les prouesses des *assommeurs* et des *Compagnies de Jésus et du Soleil*, en l'an III; les assassinats de 1815; mais à quoi bon, il le sait bien. Nous aborderons franchement la question.

La Révolution française, qui venait affranchir le Peuple du joug de la noblesse et du clergé, s'annonçait sous des formes bénignes. Si elle est devenue violente, il faut l'attribuer à l'aristocratie, qui s'opposait aux améliorations. C'est donc votre parti qui doit se reprocher tout le sang versé à cette époque!

Hommes de mauvaise foi, la Révolution de Février ne s'est-elle pas montrée douce à votre égard? Quelle a été votre conduite? Vous avez profité de la clémence du Peuple pour l'enchaîner de nouveau; aujourd'hui vous l'écrasez de tout votre poids. N'est-ce pas là justifier la terreur de 93? Le Peuple vous croyait changé après cinquante ans; il paie cher sa méprise!

Cessez d'agiter la chemise sanglante de l'aristocratie aux yeux du paysan; car le paysan a été affranchi par la Révolution; sans la Révolution, il paierait encore les droits féodaux et la dîme, et il n'ignore pas que les nobles et les prêtres qui ont porté leur tête sur l'échafaud conspiraient pour le rétablissement de ces droits iniques.

FEUILLETON DU RÉPUBLICAIN, DU 21 AVRIL.

LES

QUATRE SERGENS DE LA ROCHELLE.

DEUXIÈME PARTIE.

III.

Le repas d'adieu.

(Suite.)

Ce sourire sur une face cadavéreuse était affreux; cependant ce fut ce premier signe qui rappela les deux meurtriers de Rutel au sentiment de la vérité, et leur fit juger que par un miracle impossible à prévoir, l'odieuse espion s'était sauvé des flots.

La voix de Rutel vint ajouter à ce témoignage d'existence. Comme les deux carbonari le regardaient avec stupeur:

— C'est un frère qu'on oublie, et qui vient se joindre à vous, dit-il avec son rire moqueur, et en s'établissant entre Lambert et Raoulx.

Ceux-ci, malgré leur force d'âme, ne purent articuler une parole.

Ils n'avaient rien laissé transpirer, dans la société secrète, de leur découverte au sujet de l'espion, et de la vengeance qu'ils en avaient tirée. Les carbonari, dont l'esprit général d'ailleurs comportait peu de circonspection et de prudence, ne s'occupèrent point de la venue de Rutel, qu'ils avaient déjà vu dans leurs réunions, et qu'ils croyaient voyager d'un siège de la société à un autre, comme le faisaient beaucoup de leurs frères.

Lambert jugea rapidement de cette situation extrême. Avertir

Voir le *Républicain* du 9 mars au 20 avril.

les conjurés de se taire devant cet homme était inutile; l'espion en savait déjà plus qu'il ne fallait pour les faire arrêter, condamner, et il ne fallait pas les livrer au désespoir de leur perte avant de juger s'il ne restait plus aucun moyen de salut. Raoulx fit les mêmes réflexions que son ami et ils se turent tous deux.

La situation des personnages à ce banquet était donc celle-ci: Lambert et Raoulx, portant seuls au milieu des leurs le poids d'une catastrophe imminente, voyant des projets si longtemps nourris, des résultats amenés avec tant de peine, s'écrouler sous la main d'un seul homme et du plus abject de tous!

Rutel triomphant, se voyant, lui chétif, entouré d'ennemis, sûr pourtant de les perdre, de les anéantir d'un seul mot, et portant par-dessus tout sur sa face décharnée l'image de la malice satisfaite.

L'agent de police, certain d'avoir, à sa sortie du banquet, toute la force armée à ses ordres, avait voulu rester seul encore un moment en face des carbonari, et savourer sa vengeance avant de l'accomplir. Ayant reconnu la sécurité que l'endroit lui offrait, il avait fait d'avance marquer sa place entre celles de ses deux meurtriers.

Quand le bruit du repas fut assez élevé pour couvrir sa voix dans les autres parties du cercle, il dit à ses deux voisins de table:

— Vous ne m'attendiez pas... Je reviens de l'autre monde.

Ils n'avaient pas encore la force de répondre.

— De l'autre monde, ajouta Rutel, où vous m'aviez envoyé par le chemin de la mer.

— La mer! dit Lambert; elle rejette de son sein les corps impurs... Nous aurions dû nous en souvenir!

— Elle m'a emporté loin de vous, répondit Rutel, et déposé sur une grève déserte, où j'ai rouvert les yeux... pour aller de là, il est vrai, sur un lit de douleur... Mais enfin, je suis sorti de la maladie comme des flots... et le crime a été commis en vain.

— Dites que la justice a échoué, répliqua Raoulx; car c'était justice: nous savions qui vous étiez!

— Et maintenant, dit Rutel en relevant la tête, vous le savez encore: pourtant je n'en ai pas moins de force contre vous!

— Espion! murmura Lambert.

— Espion, soit, dit Rutel. Et je peux me dire qu'étant là, connu de vous! je dispose de vos jours à tous!

— Pas encore! dit Raoulx; nous avons quelque force aussi, quelque courage, et en attendant que vous nous vendiez au pouvoir, vous êtes ici seul au milieu de nous.

Rutel leva la main avec un geste solennel en disant:

— Celui qui est là-haut veille sur moi!

— Dieu?... Allons-donc!... dit Lambert.

— Non, pas si haut! pas si haut!... Le soldat de garde sur le rempart, dont le regard plonge dans cette cour, et qui vous empêchera de mettre la main sur moi; car vous savez bien qu'au premier acte de violence, le poste du bastion descendrait par ici!

Cela était vrai; Lambert et Raoulx avaient déjà songé à ce gardien involontaire de Rutel, et même remarqué que le soldat désœuvré penchait naturellement la tête vers la cour où se tenait le banquet, le seul point de l'horizon dont la vue pût distraire ses regards.

En même temps, les compagnons de la nuit se livraient à la joie du festin. Heureux convives, ils jouissaient de leurs derniers jours de sécurité; ils s'excitaient les uns les autres à la gaité, tandis que le vin mousseux les excitait tous ensemble. Heureux conjurés, ils sentaient mieux leurs forces en se trouvant réunis; ils parlaient de l'entreprise avec la plus radieuse confiance; ils se voyaient déjà au terme de leurs vœux et maîtres de la France.

— Vous comprenez donc parfaitement, poursuivait Rutel en s'adressant à voix basse à ceux qui étaient près de lui, qu'en sortant d'ici, je vous dénonce avec les renseignements les plus exacts, les preuves les plus certaines, et que vous allez tous, messieurs les carbonari, faire votre campagne militaire au Palais-de-justice, et créer de nouveaux gouvernements, au fond de vos cachots... si ce n'est au fond de la terre.

Honneur à la France républicaine ! Jalouse des jours glorieux de sa première Révolution, elle veut aujourd'hui envoyer ses soldats chercher en Italie les traditions généreuses de leurs pères !

Soyez heureux, monsieur de Montalembert, la France entreprend une sublime croisade pour le rétablissement des saints dogmes de l'infailibilité papale et de la souveraineté spirituelle et temporelle du vicaire du Christ sur la terre.

Jésuites et vous tous qui vivez mollement dans une béate insouciance des progrès et des besoins de la civilisation, réjouissez-vous ! la République française va replanter les croix de mission renversées dans Rome par le dogme nouveau, de l'égalité ; rétablir tous les vieux usages, les préjugés grossiers sous lesquels la raison humaine asservie a sanctifié toutes les tyrannies, toutes les exploitations.

Eh quoi ! fils des croisés, vous ne détachez point de la papauté les armes rouillées de vos ancêtres, voici le moment de reconquérir le Capitole et de rendre au Vatican son pape envolé, ses cardinaux écarlates et tous ses prestoliers effarouchés par la voix des vieux républicains sortis de leurs tombeaux !

Mais non ! les gentilshommes ne se battent plus ! ce sont les fils du pauvre qu'on enverra rendre aux pauvres d'Italie la dure et cupide fiscalité romaine, ses pompes ruineuses qui ne disent plus rien à l'âme, et les misères honteuses de ses campagnes.

1,200,000 francs pour permettre aux républicains Bonaparte, Falloux et Faucher de rendre au Saint-Père l'hommage respectueux et attendri de leur dévouement pour sa royauté spirituelle et temporelle.

France républicaine ! tu as banni de tes lois le culte de l'État, mais Messieurs du privilège sentent parfaitement qu'il y a eu trop longtemps solidité du trône et de l'autel pour ne pas préparer la restauration de l'un pour arriver à la restauration de l'autre.

Esprits timorés, qui aspirez vers le passé sans oser y faire retour, on trouvera pour vous des chemins détournés qui, sans trop de honte, vous ramènent aux jours de votre insouciant égoïsme. Vous vous êtes dits républicains hier pour des motifs que nous voulons bien ne pas rappeler ; vous n'osez renier encore ouvertement ce drapeau sous les plis généreux duquel vous vous êtes abrités ; mais vous ne voulez pas bien être à cette République que vous n'avez pas appelée, et vous ne demandez qu'à voir violer ses principes et ruiner ses fondements. Il est avec le pays des accommodements, et voici un petit projet jésuitiquement voilé qui ne trompe que ceux qui veulent être trompés ; prêtez-lui votre appui, et bientôt Républiques romaine, toscane, etc... auront disparu, et nos soldats demanderont au saint père de blanchir notre drapeau des taches républicaines qu'y a laissées la Révolution de février. C'est bien le moins qu'on doive pour d'aussi généreux offices.

Et maintenant, imaginations malades qui pensez qu'en nos mains périclite l'honneur national, taisez-vous ! Nous envoyons nos soldats à Civita-Vecchia pour protéger l'indépendance italienne contre l'intervention autrichienne et assurer à Rome la véritable liberté, la liberté que vous connaissez !... Quel plus généreux dessein pouvons-nous concevoir, et n'est-ce pas rendre hommage au génie protecteur de la France ?....

Les misérables ! les lâches hypocrites ! ils vont baiser l'Italie au visage, comme fit Judas, au Jardin-des-Oliviers, afin de la mieux livrer aux persécutions royales... et la représentation française souscrit à ces infâmes manœuvres... Oh ! faisons-nous ; il nous faut conserver notre liberté, comprimer notre cœur, refouler la honte qui nous monte au visage... et attendre.

Allez, bataillons de notre jeune armée ; mais changez vos drapeaux. S'il en est un qui fut témoin d'une glorieuse journée, avant de partir voilez-le, chacune de vos victoires le déshonorerait !...

— C'est là votre résolution ? dit Raoulx en mordant ses lèvres pâles et frémissantes.

— Inébranlable, répondit Rutel.

— Oh ! dit Lambert avec une rage sourde, c'est donc une stupide dérision que ce mot de noblesse !

Il se souvenait des paroles que Rutel avait laissé échapper dans son rêve.

— Pourquoi ? demanda l'agent de police.

— Parce que vous êtes noble, vous...

Rutel tressaillit légèrement et fronça le sourcil...

— Oui, il paraît, reprit Lambert, que celui qui se nomme ici Rutel, qui se fait passer pour officier de l'Empire, et qui est en réalité un infâme espion, il paraît que celui-là est aussi gentilhomme.

— Baron... laissa échapper Rutel emporté par la vanité.

— Ayant eu fiefs, château !...

— Et droit de suzeraineté !

— Et le voilà agent de police, dénonciateur soudoyé, pourvoyeur de geôles et d'échafauds ! continua Lambert.

La figure blême de Rutel se contracta ; il répondit d'une voix âpre :

— Il y a toujours bonheur et gloire à servir son prince, n'importe par quelle voie.

— Je savais, dit Lambert, que c'était un insigne honneur de porter la queue de son manteau ; j'ignorais qu'il fut aussi glorieux de se traîner dans la fange de l'astuce, de la trahison, pour pécher quelques victimes à ses bourreaux.

— Vous autres, carbonari, dit Rutel, ne vous cachez-vous pas ? ne changez-vous pas de nom, de visage pour conspirer ?

— Nous conspirons pour la France, dit Raoulx, et au lieu de recevoir de l'argent pour salaire, nous donnons notre sang.

— Hé ! c'est que vous n'avez besoin de rien, vous ! dit le vieux noble. Mais quand on est de race illustre, ayant toujours possédé terres, vassaux, donjon seigneurial, on ne peut vivre sans cordons bleus à son habit, sans tourelles pour s'abriter.

— Et pour ce puéril orgueil, dit Raoulx, vous servez la police, vous touchez son argent !

— L'argent est la fondation des murailles... et il est dans les desseins de Dieu que les jours où nous sommes voient se relever le château de...

Ainsi, sans honte et sans remords, reprit Raoulx, vous vendrez lâchement de jeunes hommes d'honneur, de vertu, de courage ; vous les verrez traîner au cachot, au supplice !

— Vos jeunes hommes d'à présent, répondit Rutel, c'est une joie de plus de les livrer ! On se venge d'une génération insolente, qui n'a pas assez d'injures pour le passé, qui déteste l'antique noblesse !...

— La noblesse maintenant dégénérée ! interrompit Lambert.

— Qui l'accable de mépris, de railleries, continua Rutel, comme un enfant qui mord le sein de sa mère.

En disant cela, il contracta son front ridé, tandis que le rire ironique était toujours sur ses lèvres.

— Ainsi, reprit Raoulx, après un moment de silence, rien ne peut vous faire changer de dessein ?

Bonaparte, la loi t'a confiné loin de nos armées ! combien tu dois souffrir de ne point prendre ta part de cette brillante campagne, dont les souvenirs eussent effacé Arcole et Marengo !

Vienne, menacée par les Hongrois vainqueurs, rappelle Radetzki et ses croates repus de carnage ! partez, citoyen Oudinot ! partez, bataillons français ! allez les remplacer et tenir en échec la liberté italienne à demi-vaincue par la trahison ! E. H.

Hier, le Peuple Souverain a été saisi. Il nous est impossible de comprendre le motif de cette nouvelle rigueur contre la presse démocratique, car la lecture la plus attentive de ce numéro, ne nous a pas fait découvrir la phrase criminelle ; nous n'avons même pu soupçonner dans quelle partie du journal elle pouvait se trouver.

C'est là un de ces faits qui saisissent l'esprit et confondent l'imagination. Et nos concitoyens se demandent avec terreur jusqu'où prétend aller le pouvoir ? Du reste, les bruits les plus étranges couraient dans notre ville ; on disait que le parquet avait reçu l'ordre de supprimer par un moyen ou par un autre les journaux le *Republicain* et le *Peuple Souverain*, jusqu'aux élections. Nous nous refusons à croire, pour l'honneur du nom français, que le président Louis Bonaparte et ses ministres viennent renouveler à leur profit les fameuses ordonnances de Polignac, du 25 juillet 1830. Non, c'est impossible, et nous espérons bien que si une tentative de ce genre avait lieu, le Peuple briserait ce pouvoir audacieux qui lui ravirait la plus importante de ses libertés politiques. Mais, nous le répétons, cela est impossible.

Enfin, le monstre de la rue de Poitiers vient de vomir ses candidats. Comme on pouvait s'y attendre, la liste est composée de tous les rebus de la monarchie. Le choix est exquis, la collection est complète, toutes les célébrités de l'ordre y sont. Comment vont faire les *anti-sociaux* des départements ; leurs frères de Paris ayant accaparé les *grosses têtes*, il ne leur restera plus que les bribes du parti. Voyez plutôt, voici la liste :

Les Citoyens Napoléon Bonaparte. — Lucien Murat. — Bugeaud. — Molé. — Berryer. — Thiers. — O. Barrot. — Rapatel. — De Bar. — Garnon. — Moreau (de la Seine). — Vavin. — Victor Hago. — F. Lasteysrie. — Général Lauriston. — Général Gourgaud. — Général Piat. — Roger (du Nord). — B. Delessert. — A. Thayer. — A. Fould. — Boissel. — Ch. Odier. — Général Fabvier. — H. Passy. — De Padoue. — Léon Faucher. — Legentil.

Esprit de l'armée des Alpes.

Le *Republicain* porte décidément l'effroi dans l'âme des grosses épaulettes. On se lasse d'emprisonner les soldats. Hier, il a été lu à l'appel de onze heures, un ordre du jour qui interdit nos bureaux aux militaires de la garnison, sous les peines les plus sévères. Que nos braves frères de l'armée se rassurent ; la rage impuissante des ennemis de la République se brisera devant notre inébranlable persévérance. Nous prenons des mesures pour que la distribution du *Republicain* soit plus abondante encore que par le passé.

Nous recevons la lettre suivante :

Citoyen rédacteur,

La lecture du *Republicain* n'est pas défendue dans notre régiment. Il n'existe pas, en effet, dans le code militaire, d'article qui prescrive aux chefs d'empêcher aux soldats de s'instruire. Or, défendre la lecture de tel ou tel journal, serait vouloir abrutir les esprits et renchérir sur les règlements déjà si sévères !

Il est vrai qu'on nous distribue l'*Echo des Electeurs*, mais nous rendons à cette feuille les honneurs qui lui sont dus. Dans les casernes, elle sert de chiffon, et dans les postes, à allumer la chandelle et la pipe.

Rassurez-vous, citoyen, le brave 22^{me} de ligne a fait sa réputation et illustré son numéro en Afrique ; il ne le souillera pas en France, en versant le sang de ses frères au profit des ennemis du Peuple ; tous ses officiers, le colonel en tête, sont de francs républicains, et les républi-

cains ne trahissent jamais.

Les sous-officiers et soldats du régiment vous témoignent leur reconnaissance par mon organe, pour les journaux que chaque jour vous leur livrez bien mieux à leur disposition.

Vive la République démocratique et sociale, que nous brûlons de porter à toutes les nations !

Lyon, 19 avril.

Un soldat du 22^{me} de ligne.

Nous voyons avec plaisir le bon esprit des officiers du 22^{me} de ligne ; ils ont compris que les persécutions dont les autres régiments ont à se plaindre, sont aussi stupides que coupables. Ils font preuve d'intelligence et de patriotisme et se montrent dignes de commander des soldats républicains.

DISCOURS DU CIT. LEDRU-ROLLIN, en faveur de la République romaine, prononcé dans la séance de nuit de l'Assemblée nationale, du 16.

Citoyens,

Dans le discours que vous venez d'entendre (celui du cit. Odilon Barrot), un mot m'a frappé. Ce mot fatal je l'avais prévu il y a trois mois. Ce mot c'est la restauration du pape. D'un côté, l'Italie libre et républicaine (Interruption à droite.), d'un côté, Rome libre et ayant proclamé le gouvernement républicain, émancipé du pouvoir temporel et respectant le pouvoir spirituel ; de l'autre côté, le pape repoussé par l'Italie et consentant à être restauré par les baïonnettes étrangères ; la France républicaine intervient, et que lui propose-t-on de faire ? de s'associer à une restauration contre la souveraineté du Peuple !

Je ne vous rappellerai pas votre ordre du jour du 24 mai ; je ne discuterai que le dernier vote de l'Assemblée. Est-il vrai qu'alors l'Assemblée vous ait dit d'aller restaurer le pape par la force des armes ? Eh bien, je vous réponds que non. Vous me dites que ce n'est pas cela que vous voulez. Je sais que votre politique est une politique d'expédients.

Voici sur quoi vous comptez : vous dites que dès que l'escadre française aura paru à Civita-Vecchia, les populations se lèveront pour restaurer le pape. (Interruption.) Savez-vous pourquoi le gouvernement pense ainsi ? c'est qu'il a préparé lui-même le dénouement. (C'est vrai.)

Le gouvernement, il vous l'a dit, n'a pas voulu reconnaître la République romaine. Son représentant était à Gaëte, et là, dans un congrès, il a été convenu qu'on restaurerait le pape par les armes, et cela en présence de l'ambassadeur français, et là-dessus les membres du sacré collège se sont pris à intriguer pour jeter au milieu des populations des ferments de discorde et de guerre civile. (Nouvelle interruption.)

J'entends dire à droite : Après tout, quel malheur ! Je demanderai à ceux qui m'interrompent ainsi s'ils reconnaissent la souveraineté du Peuple (Bruit.), singulière souveraineté qui va s'exercer entre les soldats français, d'un côté, et les baïonnettes autrichiennes de l'autre.

Je défie aucun de ceux qui ont voté la Constitution de monter à cette tribune (Nouvelle interruption.), et d'expliquer comment, en présence de l'art. 5 qui déclare que jamais les forces françaises ne seront employées contre la liberté d'un Peuple, je défie qui que ce soit de justifier l'intervention qu'on veut opérer. (Interruption.)

Si c'est un parti pris d'interrompre (Oui ! oui !), je me tairai en prenant acte.

Je vous demande si quelqu'un pourrait prétendre que vous n'êtes pas les représentants du Peuple français ? eh bien ! est-ce que le Peuple romain n'a pas choisi librement ses représentants qui vous ont envoyé une adresse collective ? (Nouveau bruit.)

Je vous dis que les représentants du Peuple romain vous ont adressé une demande d'intervention. Je vous demande comment ces représentants ne seraient pas aussi respectés que vous ? (Interruption à l'ultime.)

Demandez la parole, si vous êtes si pressés ; je suis prêt à vous céder la tribune.

LE CIT. MOLÉ. Une république d'assassins !

LE CIT. LEDRU-ROLLIN. Vous avez, vous, assassiné le maréchal Ney. (Tumulte.)

Je vous disais que les représentants, régulièrement élus du Peuple romain, se sont adressés à vous, et je vous dis que votre intervention, en présence de ce vœu, est une violation de l'article 5 de la Constitution. (Oui ! oui ! — Très bien ! à gauche.)

Que vous a dit le président du conseil ? Qu'il y a trois partis à prendre. Celui qui dirait à l'Autriche : « Vous n'interviendrez pas ; si vous intervenez, c'est la guerre avec nous. » Cette politique, le gouvernement n'en veut pas. Il en est une autre complètement opposée : c'est de s'abstenir et de laisser faire l'Autriche toute seule. Le gouvernement n'en veut pas non plus. Le parti qu'il prend, c'est d'assister à la restauration papale opérée par l'Autriche. Mais où vous arrêterez-vous dans cette voie ? Moi, je vous dis que vous restaurez le pape ; or, la restauration du pape, c'est l'asservissement de la souveraineté populaire à la souveraineté religieuse.

Je vous dis que cette politique vous mène à la guerre avec l'Autriche ou à une lâcheté. Quand le gouvernement autrichien imposera ses conditions vous les accepterez quand même elles ne vous conviendraient pas,

mercie de m'y avoir fait songer.

— Et pourquoi ?

— Mais... sans doute, pour que nous n'allions pas commettre devant les premiers de nouvelles imprudences... Encore une fois, dit Raoulx en souriant à son tour, je vous rends grâce de me les avoir rappelés.

Tout cela s'était dit à mots entrecoupés et à voix basse.

Le banquet devenait toujours plus animé, plus bruyant.

Lambert avait la mort dans le cœur. Il voyait dans les jeunes hommes réunis à cette table l'élite de la nation, l'espoir de la France ; dans le corps des carbonari, qu'ils représentaient, il voyait ce qu'il y avait de plus avancé, de plus digne en Europe... Et tous ces hommes allaient être perdus dans un moment. Et la société secrète tout entière en ressentirait un contre-coup terrible !... Ces chefs, d'une âme si supérieure, Bories, Baradère, seraient donc enlevés au pays ! Ces jeunes initiés, si pleins de gaieté, d'espoir, si confiants dans leur étoile, passeraient donc de cette douce ivresse à l'abîme éternel !... Ils vidaient si paisiblement ces flacons, et quand viendrait le dernier verre ce serait la mort !

Il réfléchissait ainsi, lorsqu'à un signe imperceptible de Raoulx, il tourna la tête derrière lui.

Il vit alors dans la main de Raoulx, tendue derrière le siège de Rutel, un morceau de papier sur lequel le jeune sergent venait de tracer par-dessous la table quelques traits au crayon ; il put jeter un rapide regard sur le papier ouvert, et lut ces mots :

« Je m'en charge. »

Le regard de Raoulx était étincelant.

Lambert respira.

Il prit le flacon posé près de lui et auquel il avait à peine touché ; il rempli son verre jusqu'aux bords, l'éleva au-dessus de la table, et dit avec une explosion de joie :

— A la ruine de la monarchie !

Tout le monde vida son verre avec lui.

Ce fut le signal des toasts.

(La suite à demain.)

CLÉMENTINE ROBERT.

blancs, 10 c. — Le socialiste Péru, 50 c. — Un ennemi du chef des quatre hommes et un caporal, 20 c. — Un adhérent pour que Bugeaud soit réformé, 40 c. — Laurent, 10 c. — Reversé en plus par un bon démocrate, 10 c. — Bailli, 50 c. — Nuyret fils, 25 c. — Camard, républicain rouge, 50 c. — Un socialiste, 40 c. — Un socialiste, 25 c. — Un socialiste, 20 c. — Un socialiste, 20 c. — Dubot, républicain rouge, 40 c. — Deveaux, blanc que l'aristocratie a forcé de devenir rouge, 20 c. — Joanny Pennet, républicain rouge, 15 c. — Louis Nogret, républicain rouge, 10 c. — Brunet, républicain rouge, 15 c. — Joseph Pèpe, 20 c.

Listes précédentes,	Total,	51	70
		521	65
	Total général,	555	53

Chronique locale.

Les démocrates de la commune de Charly, devant donner un banquet, le dimanche 29 courant, à 11 heures du matin, adressent à leurs concitoyens la circulaire suivante :

« A la veille des élections, les républicains de Charly ont senti le besoin d'organiser un repas fraternel afin d'y sceller pour toujours, entre les citoyens des villes et des campagnes, l'union si nécessaire au triomphe des principes démocratiques.

« Trop longtemps notre division a fait le triomphe de nos ennemis ; il est temps d'y mettre un terme. Venez donc, vous tous qui désirez sincèrement le développement progressif de notre Constitution, assister à cette réunion fraternelle qui assurera, dans le département du Rhône, le triomphe des candidats vraiment républicains.

« Les membres de la Commission : CHATARD, JIBRA, BENICHON et RANTONNET.

« Les toasts devront être adressés, avant le 26 courant, au cit. Benichon, à Charly. Ils ne seront admis qu'à la condition que les auteurs feront connaître leurs noms et demeures. — Prix du billet : 1 fr.

« On pourra se procurer des billets à Lyon, aux bureaux des journaux le *Republicain* et le *Peuple Souverain*. »

— Hier, un brigadier de gendarmerie a monté une garde très longue devant notre porte d'allée, et pendant le même temps un homme que l'on nous a dit appartenir à la police, était placé dans la rue pour prendre le numéro des militaires qui viennent dans nos bureaux chercher le journal ; mais à la fin il est tant venu de soldats, que l'estafier a été forcé de renoncer à sa tâche.

Afin de compléter à la police ses renseignements forcément interrompus, nous lui disons qu'hier nous avons distribué 450 numéros à l'armée.

— Le citoyen Bettini, premier ténor du théâtre de la Nation, désirant prouver sa reconnaissance pour l'accueil qu'il a reçu des Lyonnais, et jaloux de témoigner sa profonde sympathie pour ceux qui souffrent, donnera, avant son départ, une représentation au bénéfice des pauvres. Nous ne doutons pas de l'empressement qu'apporteront nos concitoyens à cette représentation aussi intéressante par son but que par le talent du grand artiste qui doit y présider.

Spectacles de vendredi.

GRAND-THEATRE. — Représentation de Bettini, au bénéfice des choristes : Lucie de Lamermoor.

CELESTINS. — La Dame de Saint-Tropez, drame, — La Tasse cassée, com.-vaud. — Un Vilain Monsieur, vaud.

Nouvelles étrangères.

Italie.

SICILE. — Une lettre écrite de Gènes, d'après les nouvelles apportées dans cette ville par un vapeur, assure qu'un bulletin contenant les détails suivants a été officiellement publié le 10 dans la ville de Palerme. Catane, après une vigoureuse résistance, s'est vue forcée de capituler, et de recevoir les troupes napolitaines. Mais celles-ci s'étant abandonnées à des excès abominables, au mépris de la convention qui les a rendues maîtresses de la ville, le Peuple, exaspéré, s'est soulevé en masse, et, aidé de quelques corps de troupes qui étaient aux environs, a fait main basse sur les soldats, occupés au pillage et a également relevé le drapeau sicilien, un moment remplacé par celui du pape napolitain.

— On lit dans la *Voix du Peuple* du 17 avril : « Nous recevons de Sicile la nouvelle d'une éclatante victoire remportée par la légion française sur les Napolitains, aux environs de Catane.

« 800 de ces braves ont repoussé à la baïonnette 9,000 Napolitains, qui n'ont pu soutenir le choc irrésistible de la valeur française. Le nombre des morts est de mille environ. »

PIEMONTE. — On lit dans l'*Opinion* : « Les Autrichiens se mettent en devoir d'occuper Alexandrie. Voilà le bruit qui vole de bouche en bouche, et soulève d'indignation tout les bons citoyens. Nous ne voulons pas encore y croire, malgré les déclarations des personnes les mieux informées ; mais nous supplions la *Gazette officielle*, par amour de l'ordre, et pour l'honneur du pays, de s'expliquer de manière à dissiper tous les doutes, et à faire taire toutes les appréhensions. »

ROME, 11 avril. — Le citoyen Mercier, chargé d'une mission particulière au nom de la République française, après avoir vainement tenté de faire accepter son projet de conciliation, est parti pour Gaète.

FLORENCE. — La Restauration est consommée : Guerrazzi, en quittant la ville, a dû se retirer à Livourne, se confiant au patriotisme de ses habitants ; il leur a adressé une proclamation pour mettre la liberté sous la protection de leur courage.

Suisse.

Nous lisons dans la *Verfassungsfreund* : « La question de la reconnaissance de la République romaine sera discutée dans une des premières séances de l'Assemblée fédérale et sera sans doute recommandée par une grande majorité. Avec cette reconnaissance cesse toute relation officielle avec le pape ; elle mettra un terme à l'influence de son représentant actuel. Pour réparer les maux causés par la nonciature, nous conseillons à l'Assemblée fédérale de la supprimer définitivement.

Russie.

ST-PETERSBOURG. — Une lettre de St-Petersbourg rapporte que la nouvelle de la prise de Hermandstadt, par suite des opérations du général Bem, a jeté Nicolas dans une extrême fureur.

La jeunesse applaudit aux succès répétés de l'armée hongroise. Le prince Gagarin, étudiant, accusé d'avoir fait ouvertement des vœux pour le triomphe des principes si glorieusement défendus par les Madgyars, a été incorporé dans l'armée, comme simple soldat.

Allemagne.

FRANCFORT, 14 avril. — Aujourd'hui, à midi, des délégués de vingt-huit gouvernements allemands ont reconnu le roi de Prusse comme empereur d'Allemagne.

Le nombre total des gouvernements de l'Allemagne est de trente-quatre ; il ne manquerait donc que l'adhésion de six gouvernements, parmi lesquels se trouvent l'Autriche, la Bavière et le Hanovre. Le Wurtemberg n'a pas encore adhéré, seulement faute d'instructions suffisantes.

WIESBADEN, 12 avril. — La loi de l'empire, qui défend les jeux de hasard, a été promulguée ; ainsi elle sera en vigueur à compter du premier mai pour les eaux de Nassau.

BERLIN, 15 avril. — A la séance de ce jour de la deuxième chambre, le député Robertus a proposé de déclarer qu'elle reconnaît la parfaite validité de la constitution promulguée par la Diète constituante, et que dans sa conviction aucun changement ne devra y être apporté que par la voie législative prescrite par la constitution elle-même. Elle désapprouve par conséquent la note circulaire du 3 avril, qui subordonne son adoption à l'accord des divers états allemands entre eux et la Diète. L'urgence de cette proposition a été décrétée.

MUNICH, 11 avril. — Le bruit s'est répandu que l'armée autrichienne vient d'éprouver une défaite complète devant Pesh. Cette nouvelle, qui fait une vive sensation, vient d'une source digne de confiance.

VIENNE, 10 avril. — Le gouverneur Welden vient de publier un arrêté qui défend le port, non seulement des rubans rouges, mais encore des cravates rouges, et cela sous peine de tomber sous la juridiction militaire.

Le député Fischhoff, ancien membre de la diète de Kremsier, a été condamné par le tribunal criminel, pour haute trahison, à dix années de cachot. Stadion, dit-on, se retire du ministère.

Les Madgyars font des progrès sur tous les points. On nous annonce que Perzel et le comte Bathyanj ont réussi à pénétrer dans la forteresse de Peterwarlein. D'un autre côté, Gorgey, ayant quitté l'armée principale avec son corps d'armée, a tourné les Autrichiens et se trouve maintenant sur leurs derrières.

Bem, après avoir forcé le défilé de Rothenthurm, s'est porté avec une partie de son armée à marches forcées sur la Hongrie, et son corps, fort de 20,000 hommes, est actuellement dans le comitat de Pesh, près de Kalotzcha. Il a l'intention, dit-on, d'emporter le passage du Danube, et de marcher sur Stuhlweissenbourg pour attaquer Bude, et couper ainsi les vivres à l'armée impériale. Le camp des Serbes à Szentamas a été emporté par les insurgés le 4 avril ; 4,000 Serbes sont tombés.

PEST, 8 avril. — Les nouvelles du théâtre de la guerre sont entièrement défavorables aux Autrichiens. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'armée s'est concentrée maintenant sous les murs de Pesh, et que les Hongrois se trouvent à environ une lieue de la ville. Le quartier général de Windi-chgractz est dans nos murs, et une grande bataille ne peut tarder à être livrée. Les Madgyars ont occupé Godello et Perzel ; ces deux villes sont, dit-on, en flammes.

Il est possible, dit la *Gazette universelle d'Augsbourg*, qu'on abandonne Pesh, pour couvrir Vaitzen, car il s'agit avant tout de ne pas laisser pénétrer les insurgés par le chemin de Komorn.

L'effervescence est grande ici, et la population reste nuit et jour dans les rues. Bude et Pesh sont en état de siège ; les têtes de pont sont occupées militairement, et on vient de publier un ordre très sévère contre les attroupements.

Il arrive constamment ici des convois de blessés. On a compté jusqu'à sept cents voitures chargées de ces tristes fardeaux. Le combat de trois jours doit donc avoir été très meurtrier.

Les partisans de Kosuth calculent déjà en combien de jours l'armée hongroise pourra se trouver sous les murs de Vienne.

FAITS DIVERS.

On nous écrit d'Alfort :

On a adressé au colonel du 1er léger, je ne sais par quelle voie, dix numéros du 12 avril des journaux l'*Evènement*, le *Courrier Français*, la *Patrie* et l'*Opinion Publique*. Ces numéros doivent être distribués aux soldats. »

Ainsi, l'autorité militaire, qui proscrit les journaux républicains et condamne à la prison ceux qui osent les lire, impose aux soldats les feuilles de la réaction !

Les colonels oublient donc que nous sommes en république, et qu'ils ne peuvent, sans manquer à l'honneur du serment, propager dans leurs régiments des doctrines royalistes ? L'injonction vient-elle du citoyen Changarnier ou du ministre de la guerre ? c'est ce que nous ignorons.

— La commission instituée dans le département de la Seine pour l'admission des produits divers à la grande exposition de l'industrie qui ouvrira irrévocablement aux Champs-Élysées, le 1er juin prochain, c'est-à-dire dans 45 jours, poursuit activement son travail d'appréciation, tantôt à l'Hôtel-de-Ville, tantôt dans les ateliers, usines et manufactures.

Comme l'exposition sera ouverte à l'époque des élections, on assure qu'une mesure va être prise pour que les exposants puissent envoyer leurs votes aux chefs-lieux de leurs départements, comme les militaires sous les armes.

(Réforme.)

— Près Valenciennes, il est né, ces jours derniers, à Herchies, un enfant du sexe féminin, ayant les oreilles placées au milieu des joues, manquant de bras et portant ses mains attachées aux épaules ; de plus, ses jambes commencent par le genou. Ce phénomène vit et paraît jouir, du reste, de toutes ses facultés.

— Voici ce qu'on raconte. Un des disciples de M. Guizot étant allé le visiter à Londres, lui présenta dans le courant de la conversation le suffrage universel comme une chance de retour pour lui. M. Guizot répondit fièrement à son interlocuteur : Non, monsieur, je ne demanderai rien au suffrage universel, cela serait indigne de moi, qui l'ai combattu, et qui le regarde comme anarchique ; de moi, qui ai traité les masses d'inintelligentes ; il me semblerait que j'épouse ma servante. Depuis cette époque, M. Guizot s'est ravivé, et il épouse... de la main gauche, mais épouse. Voilà ce que c'est que l'austérité.

— Voici comment le vicomte de Falloux, choisi par Louis Bonaparte comme ministre de l'instruction publique de la République française, justifie les horreurs de l'inquisition dans une histoire de Pie X, qu'il a publiée : « La tolérance, dit-il, n'était pas connue des siècles de foi, et le sentiment que ce mot nouveau représente ne peut être rangé parmi les vertus que dans un siècle de doute.... Autrefois, il y avait, en imploquant l'homme endurci dans son erreur, toute chance pour que cette erreur périt avec lui, et que les Peuples demeurassent dans la paix de l'orthodoxie... Le sang répandu ne l'était qu'avec la plus vigilante sollicitude pour l'âme du coupable, que l'Eglise s'efforçait jusqu'au bout d'éclairer et de

reconquérir. »

— Voici une curieuse nomenclature des journaux de Paris, elle est disposée de manière à enclaver les principaux événements de la révolution de février jusqu'à aujourd'hui.

« Le Peuple demandait en 1848 la Réforme électorale. La résistance du ministère Guizot amena une Révolution Démocratique et Sociale ; et l'*Opinion Publique* voulut que désormais le Travail Affranchi de la tyrannie du capital, soutenu par l'institution Populaire d'une banque de Crédit, ouvrit à l'Univers, l'Ere Nouvelle de la Démocratie Pacifique, et lui donna le spectacle d'une Vraie République ; mais le Siècle était trop corrompu ; la République fut livrée à plus d'un Corsaire ; l'Assemblée Nationale perdit son Temps dans des Débats orageux et stériles ; la Presse, au lieu d'éclairer la Patrie, n'offrit plus qu'un Charivari épouvantable. Enfin, l'Union Monarchique des ennemis de la Liberté, du Pays et de l'honneur National, fit sortir du scrutin un président peu Constitutionnel, Courier complaisant de la Restauration future : miraculeux Evènement prophétisé chaque soir par les Cassandres de la Gazette de France, Moniteur Officiel de la réaction. »

— Les Français qui habitent Venise ont envoyé à Manin une adresse pour lui demander, au milieu des dangers qui menacent la ville, de combattre parmi ses défenseurs. Ils lui déclarent qu'ils sont prêts à s'ensevelir, avec les Vénitiens, sous les débris de cette héroïque cité.

— L'effectif de l'expédition destinée pour les Etats-Romains est de 14,000 hommes. On assurait à l'Assemblée qu'une partie au moins de cette expédition devait être maintenue dans les eaux de Civita-Vecchia ; en deux étapes au plus elle pourrait être rendue à Rome.

— Le Times nous donne le récit des tribulations du docteur Brocks dans ses recherches de l'or en Californie :

« Il est un des premiers Européens qui se soient trouvés sur les lieux au moment de la découverte du précieux minerai. Ses recherches ont cependant fini malheureusement.

« Il était allé à Monterey et à San-Francisco pour y exercer sa profession de docteur, quand les premiers bruits de la découverte s'y répandirent ; sans perdre un seul instant, il abandonna toute idée de continuer la médecine, et fit, avec deux ou trois autres individus, une association dans le but de travailler et d'exploiter en commun la découverte. Après plusieurs jours de marches fort pénibles, ils arrivèrent au but de leur voyage, non loin des possessions d'un capitaine Fuller, Suisse d'origine, et qui se trouvait à Paris en juillet 1830.

« Là, une riche moisson les attendait en effet ; mais bientôt les maladies, des attaques d'Indiens, et finalement la désertion d'un des associés, emportant la plus grande partie des richesses, terminèrent misérablement l'entreprise. »

VARIÉTÉS.

CHANT DES PAYSANS.

Quand apparut la République
Dans les éclairs de Février,
Tenant en main sa longue pique,
La France fut comme un brasier ;
Dans nos vallons et sur nos cimes,
Verdi l'arbre de liberté ;
Mais les quarante-cinq centimes
Et Juin plus tard ont tout gâté.

Refrain.

Oh ! quand viendra la belle ?
Voilà des mille et des cents ans
Que Jean Guetté t'appelle,
République des paysans !

Mais ce beau feu n'est plus que cendre,
Le diable, en passant l'a soufflé,
Le crédit n'a fait que descendre
Et l'ouvrage est ensorcelé.
La souffrance a fait prendre en grippe
La jeune Révolution,
Comme le vieux Louis-Philippe :
Et nous nommons Napoléon.

Napoléon est sur son siège,
Non pas l'ancien, mais un nouveau,
Qui laisse les blés sous la neige
Et les loups manger le troupeau.
Quand l'aigle noir fond sur tes plaines,
Terre d'Arcle et de Lodi,
Il reste coi... dedans ses veines
Le sang du Corse est refroidi.

Que va donc devenir la France
Si rien n'en sort en ce moment,
Où le cri de l'indépendance
Nous appelle au grand armement ?
Soldats, citoyens, faites place
Aux paysans sous vos drapeaux,
Nous allons nous lever en masse
Avec les fourches et les faux.

Les noirs et les blancs sans vergogne
Voudraient nous mener sur Paris,
Pour en faire une autre Pologne
Et nous atteler aux débris.
A bas les menteurs et les traîtres,
Les tyrans et les usuriers,
Les paysans seront les maîtres
Unis avec les ouvriers.

La terre va briser ses chaînes,
La misère a fini son bail,
Les monts, les vallons et les plaines
Vont engendrer par le travail.
Affamés, venez tous en foule
Comme les mouches sur le thym,
Les blés sont mûrs, le pressoir coule,
Voilà du pain, voilà du vin.

PIERRE DUPONT.

Le Gérant, BUREL.